

France

La barbarie djihadiste s'annonce sur les réseaux sociaux

Dix jours ont passé depuis la mort de l'enseignant Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine, en banlieue parisienne, le 16 octobre, et la commotion due à son assassinat reste encore très vive même au-delà des frontières françaises. Paty enseignait la liberté d'expression. Une de ses élève l'a accusé d'un prétendu manque de respect envers Mahomet, pour avoir montré les dessins de Charlie Hebdo, et son père a lancé une accusation sur les réseaux sociaux, demandant à ce qu'il soit puni. Une large campagne s'est ainsi mise en marche parmi la communauté islamique, amenant son assassin, Abdouallakh Anzorov, à se sentir en droit de perpétrer cet horrible crime. La population française a durement souffert la terreur djihadiste ces dernières années, de 2012 à aujourd'hui. En janvier 2015, l'horreur frappait la rédaction de Charlie Hebdo et le supermarché Hyper Cacher. Entre 2014 et 2019, quand l'ISIS avait établi son Califat noir, les attentats du Bataclan à Paris, de Bruxelles et de Nice avaient lieu. La brutalité de l'exécution n'est pas nouvelle non plus. Une des victimes, le père Hamel, comme Samuel Paty, était brutalement égorgé dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray en 2016.

Ce qui est nouveau et inquiétant, en plus de la profession de la victime, un enseignant de lycée, est le fait que ce crime ait été préparé et, d'une certaine manière, annoncé publiquement.

Dans cette tragédie, deux éléments de cette époque nouvelle se sont combinés : le terrorisme à échelle globale inspiré par l'islamisme djihadiste et les réseaux sociaux comme véhicules de haine et, dans ce cas, comme canaux de proclamation de peines de mort.

Les enseignants français et les personnes qui défendent la liberté d'expression se sentent menacés par le fanatisme homicide et ils l'ont manifesté dans les initiatives de ces derniers jours pour condamner les faits. Nous sommes à leurs côtés. Tout comme nous réitérons notre rejet envers toute conduite inspirée par des formations comme Al Qaida ou Daesh, leur idéologie et leur action terroriste, féroce, patriarcales et contre-révolutionnaires, déployées en premier lieu contre les peuples du Moyen Orient et du Maghreb.

Le respect des croyances religieuses ne devrait jamais signifier aucune forme de censure, ou pire, de répression envers la liberté d'expression, et donc de critique y compris des religions elles-mêmes. La liberté d'expression est pour nous une faculté de toute personne et de tout groupe humain, dont l'exercice peut naturellement impliquer une sensation d'offense pour ceux qui ne sont pas d'accord avec les opinions exprimées. C'est une liberté que nous défendons. Mais promouvoir la haine et encourager la violence en raison des opinions, de la provenance et des croyances des personnes, au nom de la prétendue autorité qu'octroie une religion : cela ne fait évidemment pas partie de cette liberté.

D'un autre côté, réclamer justice et représailles pour les responsables de ce crime, et la désarticulation de tous les foyers possibles de préparation d'autres crimes semblables,

ne veut pas dire, de notre part, nous joindre à l'union sacrée promue par l'État français. Non seulement nous ne nous y joignons pas, mais nous sommes contre une campagne autoritaire qui prétend soumettre la complexité de la réalité ethnique et culturelle de la réalité humaine française, à l'uniformité de l'appartenance républicaine et à son histoire, ses traditions et ses rites.

Une histoire républicaine française sanglante, truffée de guerres, de colonialisme et de destructions, et qui continue à signifier discriminations sociales et racisme. Nous sommes contre le fait de diviser l'humanité entre fidèles et infidèles, de même qu'entre citoyens et les « autres ». Une citoyenneté dont de nombreux êtres humains se voient souvent privés des droits, au nom de la provenance géographique ou ethnico-culturelle.

Nous pensons qu'une réponse positive ne pourra être offerte que par une imagination différente du vivre-ensemble pacifique, du rapprochement et de l'hospitalité, tolérante et respectueuse, entre les communautés de provenance et, en perspective, les expériences de communautés nouvelles et libres, unies sur le libre choix de valeurs partagées et basées, entre autres, sur le principe de l'inter-ethnicité.

26 octobre 2020